

Les techniciens de l'économie font un raisonnement analogue en matière d'emploi. Il y a actuellement près de 800 000 demandeurs d'emploi recensés, 1 200 000 chômeurs selon la définition du B.I.T. Au moins 300 000 jeunes viendront s'y ajouter avant la fin de l'été. Et la grande industrie, qui conserve un « stock » d'environ 500 000 travailleurs sous-employés ou inemployés, a déjà fait savoir qu'elle s'en délestera avant l'automne. L'addition donne environ 1 500 000 chômeurs vers la fin de l'année. Une tentative de relance ne porterait ses fruits, dans le meilleur des cas, qu'au bout de six à neuf mois. Elle pourrait, au mieux, ralentir la montée du chômage puis stabiliser celui-ci aux environs du million de demandeurs d'emplois recensés. Or une tentative de relance qui n'améliorerait pas la situation mais l'empêcherait seulement d'empirer ne serait pas payante politiquement pour le gouvernement. Il sera plus facile et plus sûr, pour celui-ci, d'améliorer la situation lorsqu'elle se sera encore plus fortement dégradée.

Ce n'est pas tout. Quoique, à bien des égards, il la subisse, le gouvernement gère cette crise de manière à lui faire produire certains effets sociaux et structurels. Pour l'essentiel, il s'agit, en France comme ailleurs, de reconstituer les taux de profit, dont la baisse décourage, sinon interdit, désormais les investissements de croissance. Cet écrasement des taux de profit a deux causes principales :

— L'explosion des salaires ouvriers et la « révolte » des O.S. ont provoqué, à partir de 1968, dans le monde entier, une augmentation des coûts unitaires dans la grande industrie ;

— Les investissements industriels ont connu une explosion concomitante, destinée aussi bien à remplacer les hommes par des machines qu'à produire une quantité croissante de biens de plus en plus fragiles à l'intention de consommateurs supposés insatiables.

### Deux actions

Or, pour bon nombre de ces biens (automobile, aéronautique, chimie, textiles etc.), la hausse du prix de l'énergie a accéléré l'inévitable saturation des marchés. L'industrie s'est donc trouvée à la tête de capacités de production excédentaires, incapable de rentabiliser les capitaux qu'elle y avait engloutis. Pour « assainir » la situation et recréer les conditions de la rentabilisation du capital (et donc de la croissance), deux actions sont nécessaires :

— Comprimer les « coûts salariaux » en créant, par le chômage et l'inflation, un rapport des forces défavorable à la classe ouvrière ;

— Détruire les capacités de production (c'est-à-dire les capitaux) excédentaires, à la faveur d'une récession qui (en théorie néolibérale) débarrassera l'économie des entreprises les moins aptes, vouées soit à la faillite, soit à l'absorption par quelque trust.

L'Etat se charge d'orienter et de gérer ce processus en pesant sur les salaires ; en sélectionnant les survivants et les victimes de la crise ; en favorisant la restructuration et la conversion des industries surdéveloppées ; en facilitant, enfin, l'émergence de grands groupes, capables de se tailler une place dans le monde des multinationales. Le programme nucléaire fait partie intégrante de cette politique : il concentre, rentabilise et fait tourner des capitaux gigantesques, tout en intégrant l'industrie française dans le réseau des multinationales. La mise en valeur des énergies géothermique, solaire et hydraulique, au contraire, ferait surtout appel à des entreprises locales, employant peu de capital mais beaucoup de main-d'œuvre.

Inégalement frappés par la crise, le grand et le petit patronat réclament, l'un et l'autre, « la relance » : selon le C.N.P.F., elle doit se fonder sur des subventions à l'investissement ; selon les P.M.E., elle doit être propulsée par un « programme de grands travaux ». Des grands travaux, pour quoi faire et à l'intention de qui ? Des investissements dans quels secteurs, pour développer quels types de productions ?

Ces questions restent sans réponse. L'axiome du patronat, c'est que pour relancer le profit il faut relancer la croissance. Peu importe à quoi elle sert, pourvu que ça croisse : continuons de raser les vieux quartiers pour y mettre des « tours infernales » ; mettons des machines à la ferraille pour les remplacer par de nouvelles, guère meilleures mais d'un maniement encore plus monotone ; rendons les biens d'usage non réparables afin que les gens les jettent et les remplacent au moindre accroc ; perçons des tunnels et des transversales à travers les villes pour faire place à l'automobile ; industrialisons le tourisme et les centres de loisirs, les soins de santé et la « culture ». C'est grâce à tout cela que, dans le passé, on a maintenu un relatif plein-emploi. Il n'y a qu'à continuer.

### Le « travail idiot »

C'est là oublier l'essentiel : la crise actuelle n'est pas un accident, elle est le résultat même du type de croissance des quinze dernières années. Elle manifeste que cette croissance a abouti à l'impasse. « Exigeant de plus en plus de capital pour créer de moins en moins de bien-être » (Jacques Attali), cette croissance avait déjà perdu son sens avant de buter sur ses contradictions internes. La reprouver aujourd'hui comme une solution au problème de l'emploi, c'est faire comme si rien ne s'était passé depuis les années 1940 dans l'économie mondiale et dans la conscience des travailleurs.

Le chômage, en effet, n'est pas près de réconcilier ceux-ci avec « le travail », surtout pas les jeunes : 20 % seulement, selon une enquête de la J.O.C., en attendent des satisfactions ; 70 % ne peuvent exercer le métier

qu'ils ont appris (1). La désaffection vis-à-vis du « métier » est radicale : il ne présente aucun intérêt intrinsèque, on n'en peut rien faire par et pour soi-même, c'est seulement « un moyen de gagner de l'argent ». Bref, les connaissances enseignées sont sans valeur d'usage pour ceux qui les possèdent ; dans le meilleur des cas, elles ont une valeur d'échange : on pourra peut-être les vendre — et se vendre — à un patron qui, lui, saura s'en servir.

Proposer, dans ces conditions, comme remède au chômage des jeunes une prolongation supplémentaire de la scolarité et des cycles de formation n'est sûrement pas le meilleur moyen de s'attirer la gratitude de la jeunesse. A quoi bon prolonger sa formation si, ensuite, on est quand même voué soit au chômage, soit à un « travail idiot » ? Les formations scolaires coupées de toute vie active sensée tuent le désir d'apprendre aussi sûrement que l'organisation hiérarchique de l'usine tue le désir de travailler.

L'alternative n'est donc pas entre la prolongation de la crise présente et le retour à la croissance destructrice et gaspilleuse du passé. Ce retour est impossible, faire croire le contraire est pure démagogie. Le plein-emploi passe plutôt, désormais, par une transformation de la société à tous ses niveaux : un nouvel équilibre entre temps de travail, temps libre et « activité d'apprendre » ; la possibilité pour tous de travailler moins d'heures afin de produire, avec moins d'effort et d'autres méthodes, davantage de richesses plus utiles.

Ce que les crises de chômage, en effet, mettent toujours en évidence, c'est que, fondamentalement, tout le monde pourrait travailler moins et produire néanmoins plus de biens utiles — à condition de changer le mode de production et l'organisation sociale. Les appels à la relance et au plein-emploi peuvent être des ruses conservatrices quand elles tendent à masquer cette évidence aux implications subversives.

MICHEL BOSQUET

(1) D'après Bertrand Bellon, dans son excellent « Volant de main-d'œuvre » (le Seuil).

## RACISME

# La loi de Lynch à Marseille

Ce n'est même pas dans la colère que Mohamed Laïd Moussa, libéré par la justice française, a été abattu, mais de sang-froid

■ C'était la fête, mardi dernier chez le docteur Bonneville. Dans son appartement du quartier Saint-Roch, à Marseille, une dizaine d'amis avaient été conviés pour une projection de films sur l'Algérie. Un geste délicat à l'intention de l'un des invités, Mohamed Laïd Moussa, un Algérien de vingt-huit ans, sorti de la prison des Baumettes six jours plus tôt après avoir été condamné pour meurtre à trois ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis, par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, une juridiction pourtant considérée comme très dure ; mais les jurés avaient tenu compte de larges circonstances atténuantes et de la légitime défense.

Laïd Moussa était heureux. On célébrait à la fois sa libération et son départ pour l'Algérie, prévu pour le surlendemain. Vers minuit cinq, la sonnette retentit. « Un ami ou un voisin, un familier en tout cas, pense le docteur Bonneville, puisqu'il connaît l'accès de l'immeuble », qui permet d'éviter l'entrée principale toujours verrouillée et munie d'un interphone. L'un des convives ouvre la porte. Un homme masqué d'une cagoule, un fusil de chasse à canon scié dans une main, un revolver dans l'autre, tire en l'air. Moussa a compris. Il essaie de se dissimuler, de fuir. Le tueur l'abat d'une balle de 7,65 en pleine tête, quitte l'appartement et grimpe dans une voiture bleue où l'attendent